Présidentielles, législatives : les élections du printemps 2007 en Alsace

Richard Kleinschmager

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1496>

DOI : 10.4000/alsace.1496

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2007

Pagination : 453-469

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Richard Kleinschmager, « Présidentielles, législatives : les élections du printemps 2007 en Alsace », *Revue d'Alsace* [En ligne], 133 | 2007, mis en ligne le 30 octobre 2011, consulté le 24 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1496> ; DOI : 10.4000/alsace.1496

Présidentielles, législatives : les élections du printemps 2007 en Alsace

Les élections du printemps 2007 ont été dominées par la nette victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle, après une longue bataille forte de multiples rebondissements. Appuyé par le parti majoritaire, l'UMP qu'avait mis en place son prédécesseur dans la fonction, Jacques Chirac, sa victoire marque une rupture de génération et de style tant dans la campagne que dans la prise de pouvoir mais s'inscrit dans la continuité d'une dominance des droites parlementaires depuis la seconde victoire de Jacques Chirac en 2002 après le deuxième tour qui l'opposait à Jean-Marie Le Pen. La victoire des socialistes aux élections régionales de 2004 où ceux-ci l'avaient emporté dans toutes les régions sauf en Alsace, n'aura pas suffi à enrayer la poursuite du déclin de leur influence après la défaite de Lionel Jospin au premier tour des présidentielles de 2002 où il n'avait pu se qualifier pour le second tour. En Alsace, où tous les élus importants du gaullisme et du centrisme ont appelé à voter pour Nicolas Sarkozy, 362 391 électeurs, le 22 avril 2007 puis 641 319 le 6 mai soit 65% du corps électoral ont consacré le retour d'une forte adhésion, nettement supérieure à la moyenne nationale, à la droite classique. Nul doute que la mise en avant de la question de la sécurité, de l'identité nationale et de l'importance du travail par Nicolas Sarkozy n'ait eu en Alsace un impact significatif sur un électorat qui avait placé Jean-Marie Le Pen en tête des candidats du 1er tour aux présidentielles de 1995 et de 2002. En 2007, le paysage politique régional a retrouvé nombre de ses traits des années gaulliennes et giscardiennes comme si la longue parenthèse lepéniste en Alsace venait de se refermer.

Une campagne électorale à suspense et rebondissements

La campagne des élections de ce printemps 2007 a été totalement dominée par les enjeux de l'élection présidentielle. Ces enjeux étant nationaux, les déclinaisons régionales n'ont exprimé que des nuances à la marge, y compris dans une région aux spécificités relativement fortes comme l'Alsace. Par ailleurs, le poids croissant des médias lourds, la télévision en particulier mais aussi le développement du rôle d'Internet ont d'une certaine façon resserré les enjeux de la campagne autour des

modalités et des contenus de message orchestrés par la communication politique des candidats et souvent déterminés par les sondages mis à leur disposition. La campagne de Nicolas Sarkozy a été dominée par le soutien massif et inconditionnel qu'il a obtenu de l'UMP à la tête de laquelle il a été élu le 28 novembre 2004 au Bourget lors de son troisième congrès. La consécration de sa candidature a été formellement opérée le dimanche 14 janvier 2007 au congrès extraordinaire de la Porte de Versailles où se sont rendus 400 militants alsaciens. Les militants inscrits de l'UMP, soit 2997 dans le Bas-Rhin et 2427 dans le Haut-Rhin, avaient massivement par vote électronique apporté leur soutien à Nicolas Sarkozy ainsi que la totalité des parlementaires UMP alsaciens, y compris le très chiraquien Jean Ueberschlag, député-maire de Saint-Louis. Parmi les parlementaires alsaciens, Yves Bur, député-maire de Lingolsheim et président de l'UMP du Bas-Rhin, a joué un rôle d'animateur principal de la campagne en faveur de Sarkozy en Alsace, déclarant notamment dans un communiqué de presse que « après avoir uni sa famille, Nicolas Sarkozy rassemblera les Français pour les protéger de l'illusion Royal qui parle de tout, ne répond à rien et surtout ne propose rien » (cité par Claude Keiflin, dans « Tous les parlementaires ont voté Sarkozy », DNA, 13 janvier 2007). Si déjà le 24 novembre 2006, quand il visite en tant que ministre de l'intérieur, le quartier Drouot à Mulhouse et qu'il vient inaugurer le nouvel Hôtel de Police de Strasbourg sur le site du Heyritz, Nicolas Sarkozy est déjà clairement positionné comme candidat à l'Élysée, Ségolène Royal sort tout juste de la compétition interne au Parti Socialiste qui l'a désignée comme candidate de son parti. En Alsace, cette campagne interne s'est soldée par un vote comme dans toutes les autres régions. Le vote des militants alsaciens lui a accordé la majorité absolue de leurs suffrages. Sur les 2348 militants socialistes inscrits, et sur les 1961 votants, 1065 voix se sont déclarées en sa faveur soit 54,9% des suffrages. Dominique Strauss-Kahn vient en deuxième position avec 557 voix (28,7% des suffrages) et Laurent Fabius en troisième position avec seulement 316 voix (16,3%). Roland Ries, sénateur du Bas-Rhin et Armand Jung, député du Bas-Rhin se sont engagés derrière la bannière de Ségolène Royal de même que les conseillers généraux du Bas-Rhin Philippe Bies, et Jean-Jacques Gsell et les conseillers généraux du Haut-Rhin Gilbert Buttazzoni, Jo Spiegel et Pierre Freyburger et les conseillers régionaux Martine Jung, Monique Marchal et Jacques Bigot, maire d'Illkirch-Graffenstaden. Catherine Trautmann, député européen, ancien ministre et ancien maire de Strasbourg, Jean-Marie Bockel, sénateur et maire de Mulhouse, Patricia Schillinger, sénatrice du Haut-Rhin, les conseillers régionaux, Jean-Pierre Baeumler, maire de Thann et Pierre Mammosser, et les conseillers généraux du Bas-Rhin, Robert Hermann et Henry Dreyfus ainsi que Hubert Miehe et Michel Habib du Haut-Rhin ont apporté leur soutien à Dominique Strauss-Kahn. Madeleine Lantzen, Antoine Homé et Martine Diffor, conseillers régionaux ainsi que Serge Oehler, conseiller général du Bas-Rhin ont fait campagne pour Laurent Fabius. Si, dans cette primaire du Parti Socialiste, une majorité des militants a apporté son soutien à Ségolène Royal, son résultat est resté inférieur de six points de pourcentage à la moyenne nationale, au bénéfice de Dominique Strauss Kahn qui a obtenu 28,7% des suffrages contre 20,69% en moyenne nationale. Durant toute la campagne présidentielle, le constat a pu être fait que si cette élection interne

Présidentielles 2007 en Alsace - 1er tour

Participation

légitimé la candidature de Ségolène Royal, elle a au bout du compte limité le soutien des vaincus et de leurs troupes. La véritable surprise de la campagne électorale de cette présidentielle a été la montée progressive dans les sondages de la candidature de François Bayrou à partir du mois de février 2007. Cette candidature a, un temps, paru pouvoir perturber la donne électorale bien qu'elle n'ait jamais dépassé les deux grands candidats de la droite et de la gauche dans les sondages. Dans la région, François Bayrou a bénéficié du soutien de sympathisants et de militants de l'UDF, mais de bien peu d'élus, comme le maire de Saverne Thierry Carbiener ou la conseillère municipale de Strasbourg, Chantal Cutajar. La volonté de faire figurer la question européenne à l'agenda de cette élection exprimée lors du meeting du candidat centriste au Palais des Congrès à Strasbourg le 12 février 2007, exprimait clairement une conviction par laquelle ils tentaient de s'approprier les convictions pro européennes imputées aux électeurs alsaciens. « Je n'ai qu'une photo dans mon bureau, c'est celle de Robert Schuman » s'est-il exclamé à Strasbourg. D'autres candidats sont également venus décliner dans la capitale alsacienne leur fibre européenne comme si Strasbourg était désormais un passage obligé pour ce type d'exercice. Cela a en particulier été le cas de Nicolas Sarkozy qui le 21 février 2007 a déclaré devant près de 7 000 spectateurs dans le Hall 20 du Wacken : « l'Europe est un idéal. Un idéal que j'ai fait mien. Je suis un européen de cœur, de raisons, de conviction ». Le 20 décembre 2006 Ségolène Royal a toutefois tenu à Illkirch-Graffenstaden, un débat participatif avec 1 500 personnes en présence de Martin Hirsch, président d'Emmaüs, où la question européenne était moins mise en avant que la question économique et sociale et notamment les licenciements à l'usine Suchard de la Meinau à Strasbourg dont la candidate avait visité le personnel en fin d'après midi. Il est vrai qu'en janvier 2007, la question sociale était encore un des thèmes majeurs de la campagne, question qu'était venue illustrer l'implantation près de la place de la République à Strasbourg, d'une cinquantaine de tentes du mouvement des Enfants de Don Quichotte, le long du quai Sturm, afin d'accueillir des mal logés. Les améliorations des chiffres du chômage indiquant une baisse de 12,1% à fin février 2007 (statistiques ANPE) par rapport à février 2006 n'ont pu occulter la progression notoire du nombre de bénéficiaires du RMI dont le total est passé de 18 269 en 2002 à 44 678 en 2006 soit une progression de 37,7% en cinq ans. Dans la suite de la campagne, Nicolas Sarkozy, prenant de court ses adversaires, notamment de l'extrême-droite, a imposé la question de l'identité nationale dans le débat électoral la liant à celle de l'immigration. La réplique de Ségolène Royal à cette question a été l'invocation de la défense des valeurs de l'unité nationale républicaine symbolisées notamment par le drapeau tricolore dont elle a souhaité que chaque Français en ait un à domicile. Le Front National n'a pu au cours de cette campagne qu'assister passivement à la prise en compte de nombre de ses thèmes de prédilection (identité nationale, sécurité, immigration...) et à leur retraitement par les autres candidats en relation avec ce que le quotidien *Le Monde* a qualifié, sous la plume de Christiane Chombeau et Gérard Courtois de « banalisation des idées de M. Le Pen » dans son édition du 15 décembre 2006. Le quotidien du soir a souligné que si 48% des Français jugeaient inacceptables les positions de Jean-Marie Le Pen sur les grands problèmes en mars 1997, ils n'étaient plus que 34% à les estimer

inacceptables en décembre 2006. La campagne des huit autres candidats s'est heurtée au rouleau compresseur du vote « utilitaire » même dans le cas de formations politiques importantes ayant pignon sur rue comme les Verts, Lutte Ouvrière, le Parti Communiste ou la Ligue Communiste Révolutionnaire. Ces candidatures multiples ont eu peu de déclinaisons régionales fortes, les candidats faisant un passage en Alsace à l'occasion d'un meeting à Mulhouse, Colmar ou Strasbourg avec le soutien de leurs relais régionaux. Plus que jamais, cette campagne présidentielle a été nationale avec un impact majeur de la télévision, particulièrement manifeste lors du débat télévisé du deuxième tour entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal qui a réuni près de 20 millions de téléspectateurs avec un pic d'audience à 23,1 millions de personnes. L'un des aspects singuliers de cette campagne électorale a été le très fort mouvement d'inscription sur les listes électorales qui a précédé le scrutin. Au total sur la France entière, le nombre d'électeurs inscrits a progressé de 7,5%. Une progression similaire a été enregistrée en Alsace où en 2007 on a pu dénombrer 88 223 électeurs de plus qu'en 2002 soit une progression de 7,6%. Ce mouvement d'inscription plus spectaculaire dans le Bas-Rhin (+11,7%) que dans le Haut-Rhin (+6,36%) a fait culminer le nombre total d'électeurs inscrits au premier mars 2007 à 1 232 480 électeurs. Ce surcroît d'inscription correspond pour une part non négligeable à une inscription politique dans des zones de cités périphériques où des associations avaient appelé au réflexe citoyen plutôt qu'à l'usage de la violence, telle qu'elle s'était exprimée dans les révoltes des banlieues de la fin 2005. On observe par exemple à Strasbourg dans un quartier bourgeois de centre ville comme le canton 1, la progression du nombre d'électeurs inscrits de 5% ; elle atteint 13,3% dans le canton 6 qui englobe une bonne part des quartiers populaires de HautePierre et de Cronembourg. Dans le premier, Nicolas Sarkozy est arrivé en tête au deuxième tour de l'élection avec 54,5% des voix tandis que dans le second, c'est Ségolène Royal qui fait le meilleur score avec 56,6% des suffrages.

Le premier tour des élections présidentielles du 22 avril 2007 : le retour de la dominance de la droite classique

En obtenant au plan national, 31,1% des suffrages contre 25,8% à Ségolène Royal et 18,5% à François Bayrou, le chef de l'UMP a installé dès le premier tour sa forte capacité à l'emporter au second tour. En Alsace, ses résultats sont encore nettement plus tranchés en sa faveur. Au soir du 22 avril en Alsace, il totalise 36,2% des suffrages exprimés contre seulement 17,1% à Ségolène Royal et 21,4 % à François Bayrou. D'une certaine façon, l'Alsace donne une image concentrée des reclassements qui se sont opérés sur l'échiquier politique français, en particulier à droite. Jean-Marie Le Pen n'arrive qu'en quatrième position en 2007 dans la région avec 13,6% des suffrages alors qu'il était arrivé en tête en 1995 (25 % des suffrages) et en 2002 (23,4%) où Bruno Mégret obtenait 4,3% de voix supplémentaires en faveur de l'extrême-droite. Le total des votants en sa faveur est passé de 192 583 voix à 136 270

Présidentielles 2007 en Alsace - 1er tour

Le vote **Nicolas Sarkozy**

Sources :
Dernières Nouvelles d'Alsace, l'Alsace, 23 avril 2007
Auteur : R. Kleinschmager

Cartographie : A.C. Bronner,
laboratoire Image et Ville UMR 7011

Présidentielles 2007 en Alsace - 1er tour Le vote **Ségolène Royal**

voix représentant une perte de 56 313 voix soit -29%. Jacques Chirac au premier tour de 2002 a totalisé 149 815 voix. Nicolas Sarkozy obtient, au soir du 22 avril, 362 391 voix en Alsace. Il n'est devancé par Ségolène Royal que dans trois cantons strasbourgeois (canton 2 gare, 3 Krutenau-Esplanade et 6 Cronebourg-Haute-pierre) et un canton mulhousien (Mulhouse-Nord) sur soixante quinze cantons en Alsace. Il dépasse les 40% des suffrages dans onze cantons et culmine dans celui de Ferrette à 45,1% des voix. Il arrive en tête dans les trois villes principales de la région, à Mulhouse (32% contre 18% à Chirac en 2002), Colmar (35% contre 21% à Chirac en 2002) et Strasbourg (31% contre 19% à Chirac en 2002). Sur l'ensemble de la région au premier tour de 2007, Nicolas Sarkozy réalise un résultat proche du total de Jacques Chirac et Edouard Balladur en 1995 (35,2%). Il est toutefois en deçà des 42,9% de voix de Valéry Giscard d'Estaing en 1981. Son succès est quasiment identique dans le Bas-Rhin (36,25%) et dans le Haut-Rhin (36,12%), homogénéité entre les deux départements qu'on pouvait déjà observer dans le vote Chirac de 1995 (16,6% dans le Bas-Rhin, 16,7% dans le Haut-Rhin) et dans le vote Chirac de 2002 (18,5% dans le Bas-Rhin et 18,1% dans le Haut-Rhin). Du point de vue de la distribution géographique de son vote, trois fiefs se dessinent nettement, à savoir le Bas-Rhin rural, en particulier l'Outre-Forêt, le Kochersberg et le piémont des Vosges, de Rosheim à Colmar, ainsi que le Sundgau. Cette géographie est à bien des égards celle des zones d'influence traditionnelle du gaullisme et très proche de la géographie du vote chiraquien de 2002.

Avec 171 282 voix, soit 17,1% des suffrages, Ségolène Royal se place en retrait des résultats de François Mitterrand dans la région (24,1% des voix au premier tour de 1981, 28,8% des voix au premier tour de 1988) mais réalise un meilleur résultat que Lionel Jospin en 1995 (16,9%) et en 2002 (12,8%). Son résultat régional est inférieur de 8,76 points de pourcentage à son résultat national (25,87%). Cette disparité confirme les tendances générales de la géographie nationale du vote marqué par la concentration du vote socialiste dans un grand tiers ouest, sud-ouest du pays, de l'Île-et-Vilaine à l'Hérault avec quelques îlots de fort vote socialiste comme Paris et les départements proches ainsi que la Côte-d'Or et la Saône-et-Loire. L'Alsace n'échappe pas non plus à la logique d'une concentration du vote socialiste sur les villes et d'une faible influence en milieu rural. La confirmation de l'audience socialiste dans les deux grands centres urbains alsaciens est particulièrement nette à ce scrutin. La candidate du PS totalise 27,7% des suffrages à Mulhouse, 29,0 % à Strasbourg. Elle dépasse les 20% des suffrages dans les villes de Bischheim (25,1%), Hoenheim (20,1%), Schiltigheim (26,5%), Guebwiller (21,5%) Illzach (24,5%), Kingersheim (20,4%) Saint Louis (20,2%), Wittelsheim (20,3%) et Wittenheim (23,6%). À Illkirch-Graffenstaden toutefois, dont le maire, Jacques Bigot est un des leaders du PS bas-rhinois, elle n'obtient que 19,1% des suffrages, et est devancée par François Bayrou (22,7%) et Nicolas Sarkozy (38,3%). Strasbourg est l'une des rares communes d'importance où son résultat (29%) est significativement proche de celui de Nicolas Sarkozy (31,2%). Ses résultats urbains tranchent avec les totaux obtenus dans les cantons ruraux. Si son résultat est particulièrement faible dans les cantons de Ferrette (9,5%) et de Seltz (9,5%), elle ne dépasse pas les 12% des suffrages dans les

cantons de Hochfelden, Woerth, Sarre-Union, Drulingen, Rosheim et Ribeauvillé. Le choix du vote Ségolène Royal recoupe pour une large part les zones d'influence traditionnelle de la gauche comme en témoigne la carte cantonale du vote en sa faveur : les villes de Strasbourg et Mulhouse, la vallée de la Bruche, les fonds de vallées vosgiennes et les cantons industriels périphériques de Mulhouse.

La surprise du premier tour de cette élection présidentielle de 2007 a sans conteste été la percée de François Bayrou qui a réinstallé à l'occasion de cette élection une force politique centriste, entre la droite libérale et gaulliste, et les gauches. En totalisant 6 646 073 électeurs au plan national (10,7% des suffrages) et 214 259 au plan régional (21,4%) Bayrou s'est imposé comme le trouble fête de cette élection. Il a nettement confirmé le surcroît régional de son audience en obtenant exactement le double de points de pourcentage de son résultat national, confirmant ainsi son résultat de 2002 où il avait totalisé 10,8 % des suffrages en Alsace contre 6,8% au niveau national. Dans les deux départements et la plupart des cantons alsaciens, il devance Ségolène Royal qu'il précède de plus de quatre points de pourcentage. À certains égards, les résultats qu'il a obtenu en l'absence de soutien des élus alsaciens de l'UDF, dont la quasi totalité à l'image de Fabienne Keller, sénateur-maire de Strasbourg ou même de Francis Hillmeyer, député du Haut-Rhin, seul parlementaire de droite qui n'avait pas rallié l'UMP, s'est déclarée en faveur de Nicolas Sarkozy, ont marqué un regain du centrisme alsacien en sa personne. Ses résultats sont impressionnants dans nombre de petites villes et dans le monde rural alsacien. À Saverne, l'ancien fief d'Adrien Zeller dont le maire actuel Thierry Carbiener a fait campagne en sa faveur, il totalise 26,6% des suffrages. À Strasbourg, le vieux fief centriste de Pierre Pflimlin et de Marcel Rudloff, il obtient 22,4% des suffrages, moins que Ségolène Royal (29%) mais pas loin du double de son résultat de 2002 (12%). Le canton de Truchtersheim avec 25,3% des suffrages en sa faveur est celui de son meilleur résultat, à l'extrême opposé de celui de Mulhouse-Nord (14,7%). La cartographie de son vote laisse clairement entrevoir sa forte implantation rurale bas-rhinoise, avec une forte concentration de votes sur un triangle Wasselonne-Bouxwiller-Brumath, le vignoble bas-rhinois et une bande transversale haut-rhinoise de Lapoutroie à Andolsheim incluant Colmar. Les régions au sud de cette dernière lui sont nettement moins favorables. Par rapport au vote Giscard d'Estaing du premier tour de 1981, les lignes générales de l'implantation sont les mêmes avec toutefois un glissement des meilleurs résultats de l'Outre-Forêt vers le Kochersberg et une moindre implantation qu'en 1981 dans le Sundgau qui avait donné de bons pourcentages de voix à Giscard d'Estaing.

La chute de l'influence électorale de Jean-Marie Le Pen est sans conteste une très forte caractéristique d'évolution du paysage politique alsacien à cette élection. Il passe de 192 584 voix en 2002 à 135 730 voix en 2007. En tenant compte des voix de son ex-compagnon de route Bruno Megret en 2002 (35 661 suffrages), la baisse d'influence de l'extrême-droite avoisine les 40%. Cette baisse d'influence semble générale sur l'ensemble de la région, de l'ordre de dix points de pourcentage, à la fois là où il était fortement représenté, comme à Cernay (26,4% en 2002 contre 16,4% en 2007), ou plus faiblement présent comme à Strasbourg (17,6% en 2002 contre 8,1% en 2007). La carte de la baisse du vote en sa faveur laisse toutefois

Présidentielles 2007 en Alsace - 1er tour

Le vote François Bayrou

Présidentielles 2007 en Alsace - 1er tour
Evolution du vote **Jean-Marie Le Pen** 2002-2007

entrevoir des nuances géographiques avec dans le Bas-Rhin, une diminution moins marquée sur Strasbourg et les cantons environnants mais accentuée dans les cantons périphériques comme l'Alsace Bossue ou les cantons du sud du département par exemple. Dans l'ensemble, les cantons de ses plus fortes implantations antérieures se caractérisent par une propension à enregistrer des baisses légèrement plus fortes que ceux où son influence était moindre. Sur le total des douze candidats à ce premier tour, quatre ont franchi la barre des 10% des voix ; les autres, de Besancenot (4,1% des suffrages sur la France entière, 3,3% en Alsace) à De Villiers (2,2% et 2,2%) en passant par Laguiller (1,3% et 1,4%), Bové (1,3% et 1,4%), Schivardi (0,3% et 0,2%), Nihous (1,1% et 0,5%) mais aussi les représentants de formations qui ont pignon sur rue comme Buffet (1,9% et 0,6%) pour le Parti Communiste ou Voynet (1,6% et 2,0%) pour les Verts, ont été largement marginalisés lors de ce premier tour. Aucun d'entre eux n'a dépassé les 5% des voix. Un réflexe de « vote utile » dès le premier tour, notamment en mémoire de la présence de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour en 2002, a incontestablement joué un rôle non négligeable. Si sur la France entière, l'ensemble de ces candidats « minoritaires » totalisent 15,3% des suffrages, en Alsace ils sont encore plus faibles avec 13,9% des suffrages. Seul Olivier Besancenot qui avait déjà obtenu 3,5% des suffrages en 2002, semble émerger de ce bloc des candidats minoritaires, contribuant pour la moitié des suffrages obtenus en Alsace à ce premier tour par l'extrême-gauche (6,3%). La cartographie de son vote indique un incontestable surcroît de vote sur une vaste zone péri-mulhousienne d'Ensisheim à Masevaux à laquelle s'ajoute le canton nord de Mulhouse soit une zone d'influence traditionnelle des gauches. Dans le Bas-Rhin, on peut relever la relative faiblesse de ses résultats sur Strasbourg mais des points d'implantation plus forte comme Lauterbourg, La Petite Pierre, Sarre-Union, Schirmeck et Saales. Marie-Georges Buffet réalise sans conteste, avec un résultat inférieur des deux tiers à son résultat national, la plus mauvaise performance réalisée par le Parti Communiste à une élection présidentielle. Il est vrai que déjà en 2002, le candidat du PC, Robert Hue ne parvenait pas à franchir la barre du 1% des suffrages. Que le Parti Communiste ne réalise qu'un tiers de son pourcentage national n'est toutefois pas nouveau. En 1981, Georges Marchais obtenait 5,1% des voix en Alsace contre 15,3% au plan national. À certains égards, la médiocre performance de la sensibilité écologiste en Alsace est plus surprenante. Les résultats en Alsace (2,04% des voix) restent supérieurs au niveau national (1,57%) en 2007 mais avec un écart d'un demi point de pourcentage seulement alors qu'en 1988, Antoine Waechter totalisait 9,3% des suffrages en Alsace contre 3,8% au niveau national. Le surcroît de sensibilité écologiste alsacien semble s'être particulièrement manifesté lorsque le candidat a été Alsacien. Aux autres élections cet écart fut plus faible, avec un déjà un écart d'un demi point de pourcentage pour Dominique Voynet en 1995 (3,8% en Alsace et 3,3% au plan national) et un écart de près d'un point en 2002 pour Noël Mamère (8,1% en Alsace au lieu de 7,1% en France entière). À la présente élection présidentielle, la candidate des Verts n'a dépassé les 2,5% que dans huit cantons bas-rhinois (Strasbourg 2, Seltz, Wissembourg, Drulingen, Bouxwiller, Villé, Barr et Obernai) et deux haut-rhinois (Ferrette et Lapoutroie). Arlette Laguiller, pour son ultime prestation présidentielle,

obtient avec 1,4% des suffrages, son plus mauvais résultat régional, notamment par rapport à 2002 où elle avait totalisé 4,9% des suffrages sur la région après 1995 (4,8%) et 1988 (1,8%). Pour sa première prestation présidentielle, José Bové fait un résultat comparable à celui de la candidate trotskiste avec 1,4%. Quant à Frédéric Nihous et Gérard Schivardi leurs faibles résultats nationaux (1,15% et 0,34%) deviennent insignes en Alsace (0,51% et 0,25% des suffrages). On peut relever pour tous les « petits » candidats qui sont en dessous de cinq pour cent des suffrages, un léger mais systématique surcroît du pourcentage de voix obtenu dans le Haut-Rhin par rapport au Bas-Rhin comme si la sensibilité aux formations minoritaires y était plus manifeste. Au final, ce premier tour des élections présidentielles 2007 marque une rupture nette dans la structuration du vote qui s'était opérée depuis 1988. À droite, la part de l'extrême-droite minorait dans ce type d'élection l'importance ancienne du centrisme et du gaullisme, composantes traditionnelles du paysage politique. À travers les performances des deux candidats arrivés en tête en Alsace, Nicolas Sarkozy et François Bayrou, elles sont significativement rétablies. Quant à la gauche, elle subit une certaine forme d'érosion généralisée de son influence, érosion minorée à Strasbourg et Mulhouse.

L'adhésion massive de l'Alsace au sarkozisme au deuxième tour de l'élection présidentielle

La percée de Nicolas Sarkozy en Alsace au premier tour s'est transformée en véritable plébiscite au second. L'Alsace est devenue la région la plus sarkozyste de France le 6 mai 2007 devant Provence-Côte-d'Azur et la Corse. Partie prenante de cette France orientale qui, de la Manche à l'Hérault, donne sa préférence à Nicolas Sarkozy, les deux départements alsaciens se situent respectivement au deuxième rang pour le Bas-Rhin (65,57% des voix) derrière les Alpes-Maritimes (68,08%) et au quatrième rang pour le Haut-Rhin (65,39%) derrière le Var (65,54%) parmi les départements les plus sarkozystes. Cette victoire est nettement supérieure à celle de Jacques Chirac en 1995 qui l'avait emporté dans la région avec 57% des suffrages. Il atteint presque le résultat de Giscard d'Estaing qui avait totalisé 66% au deuxième tour de 1974. Il dépasse 72% des voix dans les cantons de Seltz (75,2%), Drulingen (73,5%), Rosheim (72,1%), Hirsingue (72,3%), Ferrette (76,9%) et Ribeauvillé (74,4%). Il obtient 61,3% des suffrages à Colmar et 54,3% à Mulhouse. Strasbourg détonne dans le paysage alsacien en ne lui accordant que 51,1% des suffrages avec moins de la moitié des suffrages dans les cantons de Strasbourg 2-Gare (40,5%), Strasbourg 3-Krutenau-Esplanade (44,9%), Strasbourg 6-Cronenbourg-Hautepierre (43,4%) et Strasbourg 9-Montagne verte, Koenigshoffen (49,2%). Strasbourg est donc a contrario, le lieu des meilleurs résultats de Ségolène Royal qui réussit à mobiliser la totalité de l'électorat de gauche en sa faveur et parvient dans certains cantons à comptabiliser à son compte une fraction des électeurs de François Bayrou dont la majorité s'est toutefois visiblement ralliée à Nicolas Sarkozy de même qu'une

fraction non négligeable des électeurs frontistes du premier tour. Ce deuxième tour a largement conforté les impulsions du premier tour. Nicolas Sarkozy a vu le total des voix en sa faveur dans la région passer de 362 384 voix à 641 319 tandis que celles de Ségolène Royal sont passées de 171 283 voix à 337 780. Le premier a progressé d'un tour à l'autre de 76%, la seconde de 97%. Cette forte progression de Ségolène Royal d'un tour à l'autre n'a pu suffire à menacer d'une quelconque façon la supériorité acquise dès le premier tour par le vainqueur de cette élection présidentielle d'une exceptionnelle intensité.

Les élections législatives de 2007 en Alsace

Le 10 juin 2007, onze députés alsaciens sur seize ont été élus dès le premier tour. Tous ont été adoubés par l'UMP qui confirme à ce premier tour d'élection législative, les résultats exceptionnels obtenus par Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle du mois de mai. La droite présidentielle obtient près de 54% des suffrages au plan alsacien, soit 55,5% dans le Bas-Rhin et 51,8% dans le Haut-Rhin. Au niveau national, l'UMP et ses alliés font un score de dix points inférieurs à leur résultat alsacien. Ils totalisent 45,5% des voix contre 39% à toute la gauche (Parti socialiste, Lutte Ouvrière, Ligue communiste Révolutionnaire, Parti communiste et Verts). Ce résultat national de l'UMP est à rapprocher de celui des législatives de 1993 où l'alliance UDF-RPR avait obtenu 45,3% des voix alors qu'en 2002, l'UMP que vient de fonder Jacques Chirac n'a rassemblé que 39% des suffrages. En Alsace, l'ensemble de la gauche obtient en ce mois de juin 2007, 21% des voix dont 4,1% pour les Verts. L'UDF-Modem de François Bayrou réalise 12,6% des voix dans le Bas-Rhin et 8,6% dans le Haut-Rhin soit une moyenne sur la région de 11% nettement supérieure à la moyenne nationale de 7,9% des voix. Une des données fortes de ces élections législatives est l'effondrement de l'extrême droite en Alsace qui ne totalise que 6,3% des suffrages exprimés dont 0,5% pour le MNR de Bruno Mégret contre 4,8% au niveau national. Aux législatives de 1993, le FN avait obtenu 14,8% des voix en Alsace contre 12,4% sur la France entière et avait été jusqu'à totaliser 21% des suffrages aux législatives de 1997 s'intercalant entre le PS et les droites parlementaires qui n'avaient recueilli que 35,4% des suffrages à ces élections. En 1986, lors de sa première apparition sur la scène législative, le FN totalisait 14% des voix soit plus du double de points de pourcentage qu'à cette élection législative de juin 2007. Rien ne permet d'augurer de sa disparition mais jamais depuis son retour marquant sur la scène politique régionale au milieu des années 1980, son influence n'a été aussi affaiblie. La sensibilité populiste s'est réinscrite dans la sensibilité politique régionale. Elle peut ressurgir sous d'autres formes que celle de l'actuel FN.

Au total, à elle seule, l'Alsace totalise le dixième des élus du premier tour de ces législatives 2007, soit 11 députés sur 110 dont un seul de gauche contre 58 en 2002. Cette « déferlante bleue » (titre de la première page de l'Alsace du 11 juin) s'est accompagnée d'une abstention massive qui s'est établie au niveau record pour des législatives, de 44,1% en Alsace. Ce taux tranche avec celui des précédents scrutins législatifs puisqu'en 2002, ce taux était de 40% et de 32,6% en 1997. Cette abstention exceptionnelle confirme la constante du surcroît d'abstention au niveau régional ; sur la France entière, l'abstention s'est située à ce premier tour à 39,5% contre 35,1% en 2002 et 30,8% en 1997. La plus forte abstention est enregistrée dans la 3e circonscription du Bas-Rhin où elle atteint près de 49% et de manière générale, elle est marquée dans les cantons urbains populaires (Mulhouse-Nord, 56,5% d'abstention, Strasbourg 10, Neuhof-Stockfeld, 51,4%) où traditionnellement la gauche et l'extrême droite ont fait de bons résultats. À l'opposé dans le canton de Truchtersheim qui a massivement voté pour Nicolas Sarkozy (70,7% au deuxième

tour) l'abstention a été réduite à 36,8%. D'évidence, comme c'est généralement le cas, les abstentionnistes ont été nombreux dans le camp de ceux dont le recul sinon la défaite était annoncée par les résultats de l'élection présidentielle.

Le meilleur résultat à ce premier tour a été réalisé par Alain Ferry, le député sortant de la circonscription de Molsheim-Villé (6^e du Bas-Rhin) qui en obtenant 67,38% des suffrages est devenu le député le mieux élu de ce premier tour à l'échelle de la France entière. Au dessus de la barre des 60%, se placent trois autres députés sortants, en l'occurrence Frédéric Reiss, ancien suppléant de François Loos, (65,91%) à Wissembourg, Jean-Luc Reitzer (63,78%) et Emile Blessig (60,49%) à Saverne. François Loos, ancien ministre du gouvernement de Villepin, réussit son transfert de la circonscription de Wissembourg à celle de Haguenau où il obtient 56,5% des suffrages. Antoine Herth à Sélestat-Erstein (58,0%), Jean-Louis Christ (54,1%) à Ribeauvillé, Michel Sordi (54,3%) à Guebwiller-Cernay, Francis Hillmeyer (50,1%) à Illzach, Yves Bur (56,8%) à Strasbourg-Campagne ainsi que le très chiraquien doyen d'âge, Jean Ueberschlag (58,8%) à Saint-Louis Huningue figurent parmi les heureux élus de ce premier tour exceptionnel pour la droite alsacienne.

Au final, il ne restait au soir du premier tour que cinq sièges à pourvoir avec de véritables incertitudes dans deux d'entre eux à savoir Colmar où le député sortant, maire de la ville était talonné par un jeune challenger du même bord politique mais non adoubé officiellement par l'UMP, le maire de Houssen, Eric Straumann et sur Strasbourg Centre où le député socialiste sortant Armand Jung obtenait à peu de choses près son résultat de 2002 précédant de 527 voix, Frédérique Loutrel, jeune candidate soutenue par le maire, Fabienne Keller et le Président de la CUS, Robert Grossmann qui avaient été battus de 125 voix en 2002 par le même Armand Jung. Dans les deux cas de Colmar et de Strasbourg, les enjeux municipaux sont apparus très présents faisant de ces élections le véritable premier tour de la bataille municipale de 2008.

Le deuxième tour de l'élection législative de ce mois de juin 2007 a surpris par les résultats inattendus et plutôt favorables de la gauche, en Alsace comme dans le reste du pays. Les *Dernières Nouvelles d'Alsace* titrant le lundi 18 juin 2007 leur première page « Moins bleue que prévu » ont résumé le sentiment général. Au niveau national, l'UMP obtient 314 sièges auxquels s'ajoutent 22 sièges du Nouveau Centre proche de Nicolas Sarkozy. Totalisant 227 sièges dont 192 au PS, 4 aux Verts, 15 au PCF et 16 divers gauche, la gauche totalise un nombre total de députés supérieur à celui de 2002 ce qui lui permet de constituer une opposition consistante au sein de l'Assemblée Nationale. Le PS passe ainsi de 149 à 207 députés. En Alsace, le seul député sortant de gauche, le socialiste Armand Jung a conservé haut la main son siège en obtenant 56,3% des voix soit un écart de 3 566 voix avec sa jeune concurrente qui n'a pas réussi à rassembler sur son nom la totalité des voix de droites du premier tour, notamment celles de Martine Calderoli-Lotz, vice-présidente du Conseil Régional en différend avec son parti l'UMP, à l'occasion de cette élection, et celles de Chantal Cutajar, adjoint au maire de la ville de Strasbourg, en opposition à l'équipe dirigeante et qui se présentait au nom du Modem. La surprise majeure de ce deuxième tour est venue de la défaite cinglante à Colmar du maire de la ville, Gilbert Meyer. Sanctionnant notamment une

politique municipale marquée de maladresses et d'autoritarisme à l'égard des membres de son propre conseil municipal, les électeurs sont allés massivement apporter leurs voix à son concurrent, Eric Straumann le maire de Houssen, épaulé comme suppléant par Roland Wagner, adjoint au maire de Colmar déchu de ses fonctions par Gilbert Meyer suite à son opposition à la fermeture de l'aéroport préconisée par le maire. Le nouveau député totalisant 24 298 voix et arrivant en tête dans pratiquement toutes les communes de la circonscription, obtient presque le double de voix du candidat officiel de l'UMP (12 492 voix).

Au terme de cette élection législative de 2007, la représentation de l'Alsace à l'Assemblée Nationale se caractérise par sa stabilité par rapport à 2002. Si l'UDF avait un siège en 2002 en la personne de Francis Hillmeyer, ce dernier a été réélu et a rallié Nicolas Sarkozy, ce qui monte à quinze le nombre de sièges de l'UMP tandis que le PS ne détient comme en 2002 qu'un seul siège alors qu'il avait compté jusqu'à trois députés en 1988 et en 1997 où la gauche était majoritaire à l'Assemblée Nationale. Au terme de ces élections du printemps 2007, le paysage politique alsacien a surtout conforté son image de région conservatrice traditionnelle après avoir marginalisé une extrême droite qui a marqué les élections alsaciennes deux décennies durant.